

Rapport financier 2017 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Bécancour

Code géographique : 38010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec



Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	S3
--	----

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements financiers consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S33
Autres renseignements financiers non audités	S36 - S51

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

Table des matières	S54
Données prévisionnelles non auditées	S55 - S65

Autres renseignements sur l'organisme municipal	S67
---	-----

Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	S68
---	-----

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), M. Daniel Brunelle, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017
(Nom de l'organisme)
et que les données prévisionnelles de l'exercice 2018 présentées dans la section III du rapport financier sont conformes
au budget de Bécancour pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018,
(Nom de l'organisme)
adopté conformément à la loi qui régit l'organisme le 2017-12-18.
(Date)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2018-07-09

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
État consolidé des résultats	7
État consolidé de la situation financière	8
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	9
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	9
État consolidé des flux de trésorerie	10
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	11
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	12
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	13
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	14
Situation financière par organismes	15
Charges par objets	16
Excédent (déficit) accumulé	17
Avantages sociaux futurs	18
Endettement total net à long terme	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Bécancour et des organismes sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2017, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Bécancour et des organismes sous son contrôle au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Bécancour inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S13, S14, S15, S23-1, S23-2, S23-3 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l. (1)
Drummondville (Québec)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A125474

DATE 2018-07-09

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Revenus				
Taxes	1	24 533 195	25 090 016	26 395 762
Compensations tenant lieu de taxes	2	137 720	152 761	149 042
Quotes-parts	3	(32 989)	(28 666)	(29 149)
Transferts	4	1 621 422	2 924 962	2 687 996
Services rendus	5	472 235	1 268 226	1 153 311
Imposition de droits	6	263 500	469 998	465 707
Amendes et pénalités	7	85 000	136 615	106 322
Revenus de placements de portefeuille	8		144 643	153 271
Autres revenus d'intérêts	9	174 515	177 364	402 663
Autres revenus	10	74 560	247 327	377 830
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	27 329 158	30 583 246	31 862 755
Charges				
Administration générale	14	4 332 497	4 669 254	4 493 192
Sécurité publique	15	3 442 623	3 780 902	4 229 096
Transport	16	5 584 256	5 594 692	5 337 309
Hygiène du milieu	17	6 086 541	6 327 090	6 016 450
Santé et bien-être	18	90 000	93 400	86 646
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 915 468	2 091 348	1 563 287
Loisirs et culture	20	3 281 992	4 676 255	4 516 931
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 289 840	1 335 616	1 515 572
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	26 023 217	28 568 557	27 758 483
Excédent (déficit) de l'exercice	25	1 305 941	2 014 689	4 104 272
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		66 649 288	62 651 720
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27			(106 704)
Solde redressé	28		66 649 288	62 545 016
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		68 663 977	66 649 288

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 624 824	4 613 768
Débiteurs (note 5)	2	3 885 189	4 399 613
Prêts (note 6)	3	165 700	165 700
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 773 841	4 528 779
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7	260 000	260 000
	8	12 709 554	13 967 860
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	8 865 407	4 872 100
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	4 681 346	3 318 330
Revenus reportés (note 12)	12	789 527	338 959
Dette à long terme (note 13)	13	47 000 540	49 110 683
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	978 821	944 878
	15	62 315 641	58 584 950
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(49 606 087)	(44 617 090)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	117 644 424	110 669 161
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	312 410	296 055
Autres actifs non financiers (note 17)	20	313 230	301 162
	21	118 270 064	111 266 378
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	68 663 977	66 649 288

Obligations contractuelles (note 20)
Éventualités (note 21)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Budget	Réalisations	
		2017	2017	2016
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 305 941	2 014 689	4 104 272
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 708 649) (	12 184 954) (	5 982 293)
Produit de cession	3		45 444	178 157
Amortissement	4	4 550 258	5 205 033	5 542 212
(Gain) perte sur cession	5		(40 786)	8 262
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	2 841 609	(6 975 263)	(253 662)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(16 355)	19 635
Variation des autres actifs non financiers	10		(12 068)	16 477
	11		(28 423)	36 112
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	4 147 550	(4 988 997)	3 886 722
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(44 617 090)	(48 397 108)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			(106 704)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(44 617 090)	(48 503 812)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(49 606 087)	(44 617 090)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 014 689	4 104 272
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	5 205 033	5 542 212
Autres			
- (Gain)perte sur cession d'immo	3	(40 786)	8 262
- Réduc. valeur des placements	4	9 914	64 097
	5	7 188 850	9 718 843
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	514 424	(1 039 560)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	1 509 920	(194 570)
Revenus reportés	9	450 568	106 408
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	33 943	(133 257)
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(16 355)	19 635
Autres actifs non financiers	13	(12 068)	16 477
	14	9 669 282	8 493 976
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(12 331 858)	(5 835 389)
Produit de cession	16	45 444	178 157
	17	(12 286 414)	(5 657 232)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(26 268)	(26 268)
Remboursement ou cession	19	27 704	
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(613 086)	(76 484)
Cession	21	356 674	384 557
	22	(254 976)	281 805
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	2 084 638	1 456 649
Remboursement de la dette à long terme	24	(4 290 711)	(6 583 535)
Variation nette des emprunts temporaires	25	3 993 307	(250 007)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	95 930	142 396
Autres			
-	27		
-	28		
	29	1 883 164	(5 234 497)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(988 944)	(2 115 948)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	4 613 768	6 729 716
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	4 613 768	6 729 716
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	3 624 824	4 613 768

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est un organisme municipal existant en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15, S23-1, S23-2 et S23-3 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Périmètre comptable

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers consolidés selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- Association pour la Mise en valeur de la Rivière Gentilly Inc.
- Centre d'interprétation sur la diversité biologique du Québec
- Loisirs Gentilly Inc.
- Corporation Régionale de Bécancour

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, les subventions versées et autres dépenses de la Ville de Bécancour pour l'ensemble de ces organismes périmunicipaux sont de 648 112 \$.

Partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la Ville dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait aussi ligne par ligne. Les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public sont présentés aux états financiers consolidés, pour la quote-part applicable, selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. La Ville participe au partenariat suivant :

La Ville est membre de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska (ci-après « la Régie »). Elle s'engage à contribuer annuellement au budget d'opération et d'administration de la Régie selon un pourcentage déterminé à partir du nombre d'unités de résidences, chalets et commerces de chaque municipalité membre. Tant que la Ville restera membre de la Régie, une quote-part devra être payée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la quote-part de la Ville de Bécancour s'élève à 745 466 \$.

Autre partenariat

La Ville fait aussi partie de la MRC Bécancour, organisme régional composé de huit municipalités, une ville et trois paroisses. La MRC Bécancour est responsable de certaines activités à caractère régional. Elle a été créée en vertu de la loi sur l'aménagement et l'urbanisme. Les dépenses de l'organisme, après déduction des revenus, sont réparties entre les membres sur la base de la richesse foncière uniformisée. La quote-part de la Ville pour l'an 2017 est de 982 728 \$.

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice, selon laquelle les revenus et les dépenses sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

C) Actifs financiers

Prêts

Les prêts sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable.

Placements de portefeuille

Les placements à titre d'investissement sont évalués au coût et dévalués en cas de perte de valeur durable.

Les autres placements sont comptabilisés au moindre du coût et de la juste valeur.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction de leur durée de vie utile, selon les méthodes, sur les durées et aux taux suivants :

Infrastructures : 10, 15, 20, 25 et 40 ans linéaire; 4%, 8% et 10% dégressif

Bâtiments : 20 et 40 ans linéaire; 4% et 10% dégressif

Améliorations locatives : 10 ans linéaire

Véhicules : 10 et 20 ans linéaire; 30% dégressif

Ameublement et équipement de bureau : 5 et 10 ans linéaire; 20% et 30% dégressif

Machinerie, outillage et équipements divers : 10, 20 et 40 ans linéaire; 20% dégressif

Autres : 10 ans linéaire

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs non financiers comme les immobilisations corporelles sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque la conjoncture indique qu'ils ne peuvent plus contribuer à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services ou que des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur des avantages économiques futurs est inférieure à sa valeur comptable. La perte de valeur est passée en charge au

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

cours de l'exercice où elle est constatée.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués à la moindre valeur, représentée par le moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif. La meilleure mesure disponible de la valeur nette de réalisation est le coût de remplacement des stocks.

F) Revenus

Les revenus et les dépenses sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatations suivants :

Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception à la date de l'avis public annonçant le dépôt des rôles;

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

La Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par le gouvernement qu'à partir du moment où il y a eu vote des crédits à l'Assemblée Nationale.

Les autres revenus que les revenus de subventions sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

G) Avantages sociaux futurs

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers consolidés.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2017 selon la méthode suivante : de la valeur marchande des actifs.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit 15 ans. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

Les dernières évaluations actuarielles datent du 31 décembre 2014.

Autres régimes (REER individuel, REER collectif et autres)

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

-Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette.

I) Instruments financiers

S.O.

J) Autres éléments**Utilisation d'estimations**

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers consolidés exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses à l'égard des débiteurs, la durée de vie utile des actifs à long terme, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie			
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 624 824	4 613 768
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
<i>Autres éléments</i>			
-	4		
-	5		
-	6		
-	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	3 624 824	4 613 768
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	1 602 526	1 504 404
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	11	1 803 287	2 213 770
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	1 162 670	1 111 369
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	482 123	256 846
Organismes municipaux	15	19 376	17 073
<i>Autres</i>			
- Comptes à recevoir divers	16	417 733	800 555
-	17		
	18	3 885 189	4 399 613
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	148 388	187 460
Organismes municipaux	20		
Autres tiers	21		
	22	148 388	187 460
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	10 872	10 872
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	24	123 066	123 066
Prêts à un fonds d'investissement	25		
<i>Autres</i>			
- Fonds soutien Cente-du-QC	26	42 634	42 634
-	27		
	28	165 700	165 700
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	45 515	56 865
Autres placements	31	4 728 326	4 471 914
	32	4 773 841	4 528 779
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Les autres placements de la Ville sont composés d'un dépôt à terme d'un montant de 4 153 444 \$ (4 076 000 \$ au 31 décembre 2016), portant intérêt au taux de 1,9 % (1,9 % au 31 décembre 2016) et venant à échéance en septembre 2018 (septembre 2018 au 31 décembre 2016).

Les autres placements de la Régie sont constitués de dépôts à terme portant intérêt à des taux variant de 1,05 % à 1,75 % (1,07 % à 1,60 % au 31 décembre 2016) et venant à échéance de février à octobre 2018 (mai à octobre 2017 au 31 décembre 2016).

Les autres placements de Loisirs Gentilly sont constitués de dépôts à terme portant intérêts à des taux variant de 0,50 % à 1,50 % (0,50 % à 2,00 % au 31 décembre 2016) et venant à échéance de janvier 2018 à novembre 2020 (janvier 2017 à novembre 2020 au 31 décembre 2016).

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(978 821)	(944 878)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	<u>(978 821)</u>	<u>(944 878)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	468 243	358 943
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	1 640	1 608
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	<u>469 883</u>	<u>360 551</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des montants en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2017.

Application de la Loi au régime de retraite des employés de la ville de Bécancour

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés en 2017 à la suite de faits nouveaux décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Ville participe à un régime de retraite visé par la Loi et ce régime a fait l'objet d'une entente le 23 mai 2017. La constatation initiale des effets de la Loi a été effectuée en date du 1er janvier 2014, le tout en conformité avec les directives du MAMOT. Cette entente a une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2017. L'ajustement apporté est le suivant :

•Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : 0 \$
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 0 \$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 0 \$

•Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : (6 800 \$)
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 6 800 \$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

•Partage du déficit des participants retraités (c) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : 0 \$
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 0 \$
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

•Plafond du service courant (d) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 0 \$

•Partage du service courant :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

•Partage du déficit lié au service postérieur :
 -Incidence sur le coût des services passés (f) : S.O.
 -Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : S.O.
 -Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

•Cotisation au fonds de stabilisation (e) :
 -Incidence sur le coût des services passés (f) : S.O.
 -Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : S.O.
 -Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 42 800 \$

•Grand total des incidences :
 -Incidence sur le coût des services passés (f) : (6 800 \$)
 -Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 6 800 \$
 -Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : 42 800\$

(a) Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville puisque le régime ne prévoit pas d'indexation automatique des rentes et l'élimination de la prestation additionnelle n'a aucun impact sur le coût.

(b) Le coût des services passés, à la suite de l'entente, est établi en considérant qu'au 1er janvier 2014 un partage de 45 % assumé par les participants a été reconnu.

(c) Cette mesure n'a aucune incidence pour la Ville puisqu'aucun des régimes ne prévoit une indexation automatique des rentes.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le service courant prévu actuellement au régime net de l'effet de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminée et 2) le plafond établi selon les modalités de la Loi.

(e) En conformité avec les directives du MAMOT, les cotisations de l'employeur versées au fonds de stabilisation durant l'exercice doivent être ajoutées au coût des services rendus de l'employeur pour fins de comptabilisation.

(f) Le total de cette colonne devrait concilier avec report à la ligne 19 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(g) Le total de cette colonne devrait concilier avec report à la ligne 25 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice)

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	260 000	260 000
	46	260 000	260 000

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

2017**2016****10. Emprunts temporaires**

La Ville dispose d'emprunts bancaires et de prêts à terme autorisés d'un montant totalisant 41 027 377 \$, dont un montant de 5 000 000 \$ porte intérêt au taux préférentiel, 10 000 000 \$ porte intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % et un montant de 26 027 377 \$ porte intérêt au taux préférentiel moins 0,35 %. Les emprunts bancaires sont renégociables en septembre 2018, à l'exception d'un emprunt bancaire de 5 000 000 \$ qui n'a pas de date d'échéance.

Le Centre d'interprétation sur la diversité biologique du Québec dispose d'un emprunt temporaire autorisé au montant de 40 000 \$ et portant intérêts au taux de 7,70 %. L'emprunt temporaire est renégociable annuellement.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	47	2 146 620	1 904 557
Salaires et avantages sociaux	48	375 293	528 056
Dépôts et retenues de garantie	49	1 191 479	545 536
Provision pour contestations d'évaluation	50	21 021	21 021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Frais d'assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Frais courus	53	946 933	187 958
- Excédent accumulé-Pierreville	54		4 072
- Dû sur immobilisations	55		127 130
-	56		
-	57		
	58	4 681 346	3 318 330

Note**12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	59	151 706	152 036
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	148 755	118 327
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	51 859	46 084
Société québécoise d'assainissement des eaux	63		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	64		
Autres contributions de promoteurs	65		
Autres			
- S.H.Q. - Pyrrothite	66	410 402	
- Autres	67	26 805	22 512
-	68		
-	69		
	70	789 527	338 959

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

	2017		2016	
13. Dette à long terme				
	Taux d'intérêt		Échéance	
	de	à	de	à
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,90	2018	2025
			71	
	46 931 100			49 046 000
Obligations et billets en monnaies étrangères			72	
Gains (pertes) de change reportés			73	
			74	
Autres dettes à long terme				
Gouvernement du Québec et ses entreprises			75	
Organismes municipaux			76	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition			77	
Autres	0,00	10,00	2018	2024
			78	
	331 571			399 198
			79	
	47 286 858			49 492 931
Frais reportés liés à la dette à long terme			80	
	(286 318)			(382 248)
			81	
	47 000 540			49 110 683

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2017	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres		
2018	82	90	5 938 000	98	107	143 499
2019	83	91	8 304 000	99	108	118 972
2020	84	92	11 781 000	100	109	68 799
2021	85	93	5 747 000	101	110	7 036
2022	86	94	8 256 100	102	111	7 396
2023 et +	87	95	6 905 000	103	112	10 056
	88	96	46 931 100	104	113	355 758
Intérêts et frais accessoires			105		122	
	89	97	46 931 100	106	114	355 758
					123	47 286 858

Note

	2017		2016	
14. Actifs financiers nets (dette nette)				
Revenant à (à la charge de)				
L'organisme municipal	124	(45 005 975)		(39 023 986)
Tiers				
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	125	(4 600 112)	125	(5 593 104)
Autres	126		126	
	127	(49 606 087)		(44 617 090)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	128	53 131 890	156	1 257	183	67	210	53 133 080	
Eaux usées	129	33 690 010	157		184	4 321	211	33 685 689	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	130	50 106 832	158	2 569 107	185	577 535	212	52 098 404	
Autres	131	11 877 785	159	940 575	186	154 180	213	12 664 180	
Réseau d'électricité	132		160		187		214		
Bâtiments	133	20 662 162	161	808 222	188	298	215	21 470 086	
Améliorations locatives	134	70 934	162		189		216	70 934	
Véhicules	135	4 487 192	163	266 040	190	568 450	217	4 184 782	
Ameublement et équipement de bureau	136	2 849 156	164	69 313	191	2 038 458	218	880 011	
Machinerie, outillage et équipement divers	137	4 253 578	165	170 883	192	1 087 479	219	3 336 982	
Terrains	138	1 415 145	166	195 096	193		220	1 610 241	
Autres	139	1 101 229	167	461	194	185 775	221	915 915	
	140	183 645 913	168	5 020 954	195	4 616 563	222	184 050 304	
Immobilisations en cours	141	6 688 555	169	7 164 000	196		223	13 852 555	
	142	190 334 468	170	12 184 954	197	4 616 563	224	197 902 859	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	143	27 560 763	171	1 169 707	198	67	225	28 730 403	
Eaux usées	144	8 545 586	172	838 045	199	4 321	226	9 379 310	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	145	22 058 028	173	1 585 921	200	577 535	227	23 066 414	
Autres	146	5 464 592	174	435 071	201	154 180	228	5 745 483	
Réseau d'électricité	147		175		202		229		
Bâtiments	148	6 926 460	176	507 881	203	298	230	7 434 043	
Améliorations locatives	149	66 899	177	4 035	204		231	70 934	
Véhicules	150	3 273 550	178	230 916	205	566 292	232	2 938 174	
Ameublement et équipement de bureau	151	2 384 088	179	122 114	206	2 038 458	233	467 744	
Machinerie, outillage et équipement divers	152	2 723 696	180	224 258	207	1 084 979	234	1 862 975	
Autres	153	661 645	181	87 085	208	185 775	235	562 955	
	154	79 665 307	182	5 205 033	209	4 611 905	236	80 258 435	
VALEUR COMPTABLE NETTE	155	110 669 161					237	117 644 424	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	238		241		243		245		
Amortissement cumulé	239 (		) 242 (		) 244 (		) 246 (		)
Valeur comptable nette	240						247		

Note

Au cours de l'exercice, des immobilisations ont été acquises pour un montant de

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

12 184 954 \$ (5 982 293 \$ en 2016), dont - \$ (127 130 \$ en 2016) sous forme de dû sur immobilisations, - \$ (19 774 \$ en 2016) sous forme de retenues sur contrat et 12 184 954 \$ (5 835 389 \$ en 2016) en espèces. Les déboursés de l'exercice relatifs aux acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 12 331 858 \$ (5 839 389 \$ en 2016) et comprennent, en plus des acquisitions en espèces de l'exercice, un montant de 127 130 \$ (- \$ en 2016) et un montant de 19 774 \$ (- \$ en 2016) relatif respectivement au remboursement du dû sur immobilisations et au remboursement des retenues sur contrat de l'exercice antérieur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	248		
Immeubles industriels municipaux	249		
Autres	250		
	251		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	252		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	253		
Note			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance			
- Frais payés d'avance	254	313 230	301 162
-	255		
-	256		
Autres			
-	257		
-	258		
	259	313 230	301 162
Note			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

18. Fonds local d'investissement**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	260
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	261
Autres revenus	262
	263

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	264
Variation de la provision pour moins-value	265
	266
Autres charges	267
	268
Excédent (déficit) de l'exercice	269

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	270		
Placements de portefeuille	271		
Débiteurs	272		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	273		
Provision pour moins-value	274	(	)
	275		
	276		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	277
Revenus reportés	278
Dette à long terme	279
	280
Solde du Fonds local d'investissement	281

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	282
Supportant les engagements de prêts	283
Supportant les garanties de prêts	284
	285

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

19. Fonds local de solidarité**2017****2016****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	286
Revenus sur les prêts aux entreprises	287
Autres revenus	288
	289

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	290
Variation de la provision pour moins-value	291
	292
Intérêts sur la dette à long terme	293
Autres charges	294
	295

Excédent (déficit) de l'exercice	296
---	-----

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	297		
Placements de portefeuille	298		
Débiteurs	299		
Prêts aux entreprises	300		
Provision pour moins-value	301	(	)
	302		
	303		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	304
Revenus reportés	305
Dette à long terme	306
	307

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	308
Excédent (déficit) non affecté	309
	310

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	311
Supportant les engagements de prêts	312
	313

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

20. Obligations contractuelles

La Ville s'est engagée par contrats de 3 ans à partir du 2 octobre 2017 pour l'entretien des chemins d'hiver. Le prix sera indexé en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation pour les années 2018 à 2020. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2017 s'établit à environ 3 976 904 \$ et les paiements minimums exigibles au cours des trois prochains exercices sont d'environ : 2018: 1 405 587 \$; 2019: 1 422 455 \$ et 2020: 1 148 862 \$.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée du 23 septembre 2015 au 23 septembre 2020 pour l'enfouissement des déchets. Le tarif est de 60,34 \$ /tonne métrique pour 2018. De plus, des redevances de 22,68 \$ /tonne métrique sont également exigées, portant ainsi le total à 83,02 \$ /tonne pour 2018. Le tarif est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicloet-Yamaska s'est engagée du 23 septembre 2015 au 23 septembre 2020 pour la cueillette et le transport des déchets. Le tarif annuel est de 758 811 \$ (taxes non comprises) et est renouvelable annuellement.

La Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'est engagée du 23 septembre 2015 au 23 septembre 2020 pour la cueillette, le transport et le tri de la collecte sélective. Le tarif annuel est de 1 021 501 \$ (taxes non comprises) et est renouvelable annuellement.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2017, la portion attribuable à la Ville dans les obligations de la Régie intermunicipale de gestion intégrée des déchets Bécancour-Nicolet-Yamaska s'établit à 32,26 % et devrait être sensiblement le même pourcentage pour le prochain exercice.

21. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La Ville cautionne un emprunt de la Corporation de promotion et de développement de Bécancour pour un montant de 3 553 125\$. Au 31 décembre 2017, cet emprunt n'a pas encore été déboursé par l'institution financière. Il est impossible d'évaluer le montant que la Ville pourrait devoir payer en cas de défaut de l'organisme.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

Au cours de l'exercice 2013, une demande d'indemnisation a été déposée auprès de la Ville par deux sociétés en lien avec l'émission de certificats d'autorisation et leur conformité au règlement de zonage de la Ville. Le montant des pertes réclamées à la Ville a été revu au cours des exercices précédents et totalise maintenant 4 993 726 \$. De l'avis de la direction, il est actuellement impossible d'évaluer le dénouement de cette action judiciaire et le montant que la Ville pourrait devoir verser advenant la validité de cette demande. En conséquence, aucune provision n'a été comptabilisée aux états financiers

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

consolidés.

d) Autres

S.O.

22. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par la Ville et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés, compte tenu de l'élimination des opérations réciproques. Les organismes contrôlés Centre d'interprétation sur la diversité biologique du Québec, Loisirs Gentilly Inc., Association pour la mise en valeur de la Rivière Gentilly Inc. et Corporation Régionale de Bécancour sont exclus du budget consolidé puisqu'ils n'ont pas adopté de budget.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville est également présentée dans les informations sectorielles.

24. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017	Réalisations 2017			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	26 395 762	24 533 195	24 997 578			24 997 578
Compensations tenant lieu de taxes	2	149 042	137 720	152 761			152 761
Quotes-parts	3					716 800	(28 666)
Transferts	4	1 441 886	1 303 854	1 667 699		659 134	2 156 791
Services rendus	5	758 784	464 004	786 541		683 685	1 268 226
Imposition de droits	6	465 707	263 500	469 998			469 998
Amendes et pénalités	7	106 322	85 000	136 615			136 615
Revenus de placements de portefeuille	8	153 271		144 643			144 643
Autres revenus d'intérêts	9	392 154	160 000	169 421		7 943	177 364
Autres revenus	10	165 232	74 560	114 923		77 179	192 102
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	30 028 160	27 021 833	28 640 179		2 144 741	29 667 412
Investissement							
Taxes	13			92 438			92 438
Quotes-parts	14						
Transferts	15	74 505		85 438		958 803	768 171
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18	129 183		55 225			55 225
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	203 688		233 101		958 803	915 834
	21	30 231 848	27 021 833	28 873 280		3 103 544	30 583 246
Charges							
Administration générale	22	4 344 795	4 221 637	4 509 951	120 032	39 271	4 669 254
Sécurité publique	23	3 559 053	3 221 149	3 533 864	247 038		3 780 902
Transport	24	3 495 892	3 890 409	3 717 828	1 876 864		5 594 692
Hygiène du milieu	25	3 574 259	3 681 219	3 790 912	2 090 944	1 190 700	6 327 090
Santé et bien-être	26	86 646	90 000	93 400			93 400
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 704 151	1 891 893	2 056 967	22 133	263 248	2 091 348
Loisirs et culture	28	3 041 392	2 813 174	3 487 162	561 041	1 025 164	4 676 255
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 515 572	1 289 840	1 335 616			1 335 616
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	5 271 342	4 550 258	4 918 052	(4 918 052)		
	33	26 593 102	25 649 579	27 443 752		2 518 383	28 568 557
Excédent (déficit) de l'exercice	34	3 638 746	1 372 254	1 429 528		585 161	2 014 689

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalisations 2016	Budget 2017		Réalisations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	3 638 746	1 372 254	1 429 528	585 161	2 014 689
Moins: revenus d'investissement	2	(203 688)	()	(233 101)	(958 803)	(915 834)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 435 058	1 372 254	1 196 427	(373 642)	1 098 855
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	5 271 342	4 550 258	4 918 052	286 981	5 205 033
Produit de cession	5	173 707		40 850	4 594	45 444
(Gain) perte sur cession	6	9 382		(40 850)	64	(40 786)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 454 431	4 550 258	4 918 052	291 639	5 209 691
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12			27 704		27 704
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	64 097		9 914		9 914
	15	64 097		37 618		37 618
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	17 241		21 345		21 345
Remboursement de la dette à long terme	17	(6 532 553)	(4 158 020)	(4 236 856)	(53 855)	(4 290 711)
	18	(6 515 312)	(4 158 020)	(4 215 511)	(53 855)	(4 269 366)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(1 968 804)	(1 708 649)	(1 360 189)	(638 417)	(2 274 676)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21	310 951		338 407	66 312	404 719
Réserves financières et fonds réservés	22	(42 794)	(124 119)	(84 853)		(84 853)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	63 073	68 276	42 968		42 968
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 637 574)	(1 764 492)	(1 063 667)	(572 105)	(1 911 842)
	26	(2 634 358)	(1 372 254)	(323 508)	(334 321)	(933 899)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	800 700		872 919	(707 963)	164 956

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Réalizations 2016		Réalizations 2017	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	203 688	233 101	958 803	915 834
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(248 633)	(183 754)	()	(183 754)
Sécurité publique	3	(23 744)	(144 911)	()	(144 911)
Transport	4	(2 658 482)	(4 456 523)	()	(4 456 523)
Hygiène du milieu	5	(1 501 247)	(5 143 721)	()	(5 143 721)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(81 204)	(203 454)	(145 230)	(348 684)
Loisirs et culture	8	(697 143)	(401 663)	(1 505 698)	(1 907 361)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(5 210 453)	(10 534 026)	(1 650 928)	(12 184 954)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(26 268)	(26 268)	()	(26 268)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	1 438 908	2 009 585	53 708	2 063 293
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	1 968 804	1 360 189	638 417	2 274 676
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16	113 612	2 008 691		2 008 691
Réserves financières et fonds réservés	17	170 609	509 727		509 727
	18	2 253 025	3 878 607	638 417	4 793 094
	19	(1 544 788)	(4 672 102)	(958 803)	(5 354 835)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(1 341 100)	(4 439 001)		(4 439 001)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2016	Administration municipale	Administration municipale	2017	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS							
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	4 324 404	2 780 139	844 685	3 624 824		
Débiteurs (note 5)	2	3 427 617	3 208 419	799 689	3 885 189		
Prêts (note 6)	3	165 700	165 700		165 700		
Placements de portefeuille (note 7)	4	4 132 865	4 198 959	574 882	4 773 841		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5						
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6						
Autres actifs financiers (note 9)	7	565 000	835 000		260 000		
	8	12 615 586	11 188 217	2 219 256	12 709 554		
PASSIFS							
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9						
Emprunts temporaires (note 10)	10	4 809 000	8 100 000	1 340 407	8 865 407		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	2 991 526	4 104 997	699 268	4 681 346		
Revenus reportés (note 12)	12	316 447	762 722	26 805	789 527		
Dette à long terme (note 13)	13	48 909 925	46 799 929	200 611	47 000 540		
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	944 878	978 821		978 821		
	15	57 971 776	60 746 469	2 267 091	62 315 641		
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(45 356 190)	(49 558 252)	(47 835)	(49 606 087)		
ACTIFS NON FINANCIERS							
Immobilisations (note 15)	17	107 045 406	112 661 380	4 983 044	117 644 424		
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18						
Stocks de fournitures	19	296 055	312 410		312 410		
Autres actifs non financiers (note 17)	20	296 682	295 943	17 287	313 230		
	21	107 638 143	113 269 733	5 000 331	118 270 064		
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	2 669 912	1 160 870	170 063	1 330 933		
Excédent de fonctionnement affecté	23	3 819 758	3 354 621		3 354 621		
Réserves financières et fonds réservés	24	1 641 376	1 716 502		1 716 502		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (	45 968) (	38 509) (		38 509)		
Financement des investissements en cours	26	(3 934 757)	(8 373 758)		(8 373 758)		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	58 131 632	65 891 755	4 782 433	70 674 188		
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28						
	29	62 281 953	63 711 481	4 952 496	68 663 977		

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
Rémunération	1	6 444 582	6 456 875	6 939 213	6 727 970
Charges sociales	2	1 429 914	1 481 314	1 515 665	1 261 539
Biens et services	3	8 104 479	8 689 061	10 341 783	9 859 486
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 250 710	1 305 532	1 305 532	1 450 786
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec					
et ses entreprises	6	1 130	1 130	1 130	1 753
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	38 000	28 954	28 954	63 033
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	1 937 623	1 728 194	982 728	957 465
Transferts	10		221 863	221 863	
Autres	11				
Autres organismes					
Transferts	12	1 889 383	2 084 755	1 436 643	811 825
Autres	13		511 956	511 956	896 546
Amortissement des immobilisations	14	4 550 258	4 918 052	5 205 033	5 542 212
Autres					
- Autres	15	3 000	5 195	67 186	185 201
- Créances irrécouvrables	16	500	10 871	10 871	667
-	17				
	18	25 649 579	27 443 752	28 568 557	27 758 483

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	1 330 933	3 547 938
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 354 621	3 886 070
Réserves financières et fonds réservés	3	1 716 502	1 641 376
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	38 509) (	45 968)
Financement des investissements en cours	5	(8 373 758)	(3 934 757)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	70 674 188	61 554 629
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	68 663 977	66 649 288
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	1 160 870	2 669 912
Organismes contrôlés ¹	10	170 063	878 026
	11	1 330 933	3 547 938
Excédent de fonctionnement affecté			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Projets d'investissements	12	3 354 621	3 819 758
-	13		
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	3 354 621	3 819 758
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
- Exercice suivant	22		66 312
-	23		
-	24		
	25		66 312
	26	3 354 621	3 886 070
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
- Vidages de boues	27	413 700	413 700
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	413 700	413 700
Réserves financières - Organismes contrôlés			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 188 825	1 074 433
Organismes contrôlés	38		
Solides disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	113 977	153 243
Organismes contrôlés	42		
Fonds local d'investissement (note 18)	43		
Fonds local de solidarité (note 19)	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	1 302 802	1 227 676
	48	1 716 502	1 641 376

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

	2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (	) (
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (	) (
Autres	52 (	) (
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 (	) (
	54 (	) (
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 (	) (
Frais d'assainissement des sites contaminés	56 (	) (
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 (	) (
Autres		
-	58 (	) (
-	59 (	) (
	60 (	) (
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 (	) (
Intérêts sur la dette à long terme	62 (	12 476) (
		16 796)
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	) (
Utilisation du fonds de roulement	64 (	) (
Mesure relative aux frais reportés	65 (	) (
Autres		
-	66 (	) (
-	67 (	) (
	68 (	12 476) (
		16 796)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 (	) (
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (	164 378) (
		214 804)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 (	) (
Autres		
-	72 (	) (
-	73 (	) (
	74 (	164 378) (
		214 804)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	138 345
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entrepreneurs et placements de portefeuille à titre d'investissement dans le cadre du FLI et du FLS	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres		
-	79	
	80	138 345
		185 632
	81 (	38 509) (
		45 968)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	82	61 617	10 506
Investissements à financer	83 (	8 435 375) (	3 945 263)
	84	(8 373 758)	(3 934 757)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations	85	117 644 424	110 669 161
Propriétés destinées à la revente	86		
Prêts	87	165 700	165 700
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	45 515	56 865
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89		
	90	117 855 639	110 891 726
Ajustements aux éléments d'actif	91		
	92	117 855 639	110 891 726
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	93 (	47 000 540) (	49 110 683)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (	286 318) (	382 248)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95	148 388	187 460
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	164 378	214 804
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97		
	98 (	46 974 092) (	49 090 667)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (	207 359) (	246 430)
	100 (	47 181 451) (	49 337 097)
	101	70 674 188	61 554 629

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Le Régime de retraite des employés de la Ville de Bécancour, dont l'évaluation actuarielle la plus récente a été effectuée le 31 décembre 2014, est un régime contributif. Jusqu'au 31 décembre 2016, la rente annuelle d'un participant est égale à 1,6 % de son salaire final moyen 5 ans pour les cadres et à 1,5 % de son salaire final moyen 5 ans pour les employés syndiqués. À compter du 1er janvier 2014 pour les employés syndiqués et du 1er janvier 2017 pour les cadres, le régime est de type salaire carrière indexé avec le crédit de rente du même pourcentage que pour le service avant 2017. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		<u>2017</u>	<u>2016</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(944 878)	(1 078 135)
Charge de l'exercice	4	(468 243)	(358 943)
Cotisations versées par l'employeur	5	434 300	492 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	<u>(978 821)</u>	<u>(944 878)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	15 976 400	14 458 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(16 207 200)	(14 637 400)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	(230 800)	(178 700)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(748 021)	(766 178)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	(978 821)	(944 878)
Provision pour moins-value	12	()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	<u>(978 821)</u>	<u>(944 878)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14	<u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	15 976 400	14 458 700
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	(16 207 200)	(14 637 400)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	(230 800)	(178 700)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	954 500	901 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	(6 800)	()
	20	947 700	901 500
Cotisations salariales des employés	21	(424 500)	(467 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()	()
	23	523 200	433 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(64 457)	(74 857)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
-	29		
-	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	<u>458 743</u>	<u>358 943</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	774 300	704 200
Rendement espéré des actifs	33	(764 800)	(704 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	9 500	()
Charge de l'exercice	35	<u>468 243</u>	<u>358 943</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	927 100	784 700
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(764 800)	(704 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	162 300	80 500
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	(116 000)	(261 600)
Prestations versées au cours de l'exercice	40	268 200	220 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45		13 100
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,10 %	5,15 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,15 %	5,30 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,10 %	3,15 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,10 %	2,15 %
Autres hypothèses économiques			
-	51		
-	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	54
Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements		
	2017	2016
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()	()
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	73 ()	()
	74	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	75	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	76	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	78	
Variation de la provision pour moins-value	79	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

		2017	2016
Autres			
-	80		
-	81		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
-	103		
-	104		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 105 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	106		

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 107 2

Description des régimes et autres renseignements

La Régie contribue à un REER de deux employé pour un montant équivalent à la contribution de celui-ci et ce jusqu'à un maximum de 5 % de sa rémunération.

		2017	2016
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	108	1 640	1 608

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

109 ☐ Oui
 110 ☒ Non

		2017	2016
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice	111		

Description du régime

		2017	2016
Cotisations des élus au RREM	112		
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	113		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	114		
	115		

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2017

Administration municipale

Dettes à long terme	1	47 086 247
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	8 435 375
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	113 977
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	148 388
-----------	---	---------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	4 600 112
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

- Financer autre que emprunt	12	236 128
------------------------------	----	---------

- Revenus futurs - FEPTEU, TECQ	13	3 100 755
---------------------------------	----	-----------

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	47 322 262
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	200 611
--	----	---------

Endettement net à long terme	16	47 522 873
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	51 699
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	18	
---------------------------	----	--

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	47 574 572
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
--	----	--

	23	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	24	47 574 572
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus)	26	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES		2017	2017	2017	2016
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	17 127 765	17 398 037	17 398 037	18 285 874
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4		92 438	92 438	
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	92 500	81 562	81 562	92 634
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	17 220 265	17 572 037	17 572 037	18 378 508
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 934 690	1 946 546	1 946 546	2 000 748
Égout	11	496 574	506 801	506 801	497 277
Traitement des eaux usées	12	240 042	266 767	266 767	253 790
Matières résiduelles	13	750 264	760 723	760 723	722 910
Autres					
-Service d'éclairage	14		300	300	
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	42 500	66 049	66 049	58 862
Service de la dette	18	796 324	834 555	834 555	790 695
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	4 260 394	4 381 741	4 381 741	4 324 282
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22	3 052 536	3 136 238	3 136 238	3 692 972
Autres	23				
	24	3 052 536	3 136 238	3 136 238	3 692 972
	25	7 312 930	7 517 979	7 517 979	8 017 254
	26	24 533 195	25 090 016	25 090 016	26 395 762

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

<i>Non audité</i>		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2017	2017	2017	2016
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière	27	8 769	6 622	6 622	6 661
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	28				
Taxes d'affaires	29	11 136	11 136	11 136	11 136
Compensations pour les terres publiques	30		1 006	1 006	1 006
	31	19 905	18 764	18 764	18 803
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	32	8 694	9 349	9 349	8 932
Cégeps et universités	33				
Écoles primaires et secondaires	34	50 346	65 884	65 884	62 530
	35	59 040	75 233	75 233	71 462
Autres immeubles					
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
	40	78 945	93 997	93 997	90 265
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	41	54 085	54 074	54 074	54 087
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	42				
Taxes d'affaires	43				
	44	54 085	54 074	54 074	54 087
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	45				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	46	4 690	4 690	4 690	4 690
	47	4 690	4 690	4 690	4 690
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité	48				
Autres	49				
	50				
	51	137 720	152 761	152 761	149 042

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS		2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	52				
Sécurité publique					
Police	53				
Sécurité incendie	54				
Sécurité civile	55	10 000	85 960	85 960	12 085
Autres	56				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	57	48 807	46 807	46 807	51 567
Enlèvement de la neige	58				
Autres	59				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	60				
Transport adapté	61				
Transport scolaire	62				
Autres	63				
Transport aérien	64				
Transport par eau	65				
Autres	66				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	45 643	45 643	45 643	91 288
Réseau de distribution de l'eau potable	68	227 728	227 728	227 728	227 728
Traitement des eaux usées	69	664 662	664 660	664 660	658 744
Réseaux d'égout	70	39 623	39 623	39 623	39 624
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	71				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	72			304 385	546 567
Tri et conditionnement	73				
Autres	74				
Autres	75				
Cours d'eau	76				
Protection de l'environnement	77				
Autres	78				
Santé et bien-être					
Logement social	79				
Sécurité du revenu	80				
Autres	81				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	82				
Rénovation urbaine	83	2 645	287 486	287 486	2 644
Promotion et développement économique	84			6 391	22 223
Autres	85				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	86	166 830	187 685	279 046	483 529
Activités culturelles					
Bibliothèques	87	54 900	36 341	36 341	53 163
Autres	88	43 016	45 766	132 721	45 421
Réseau d'électricité	89				
	90	1 303 854	1 667 699	2 156 791	2 234 583

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)		2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	91				
Sécurité publique					
Police	92				
Sécurité incendie	93				
Sécurité civile	94				
Autres	95				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	96				
Enlèvement de la neige	97				
Autres	98				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	99				
Transport adapté	100				
Transport scolaire	101				
Autres	102				
Transport aérien	103				
Transport par eau	104				
Autres	105				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106				
Réseau de distribution de l'eau potable	107				
Traitement des eaux usées	108				
Réseaux d'égout	109				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	110				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	111				
Tri et conditionnement	112				
Autres	113				
Autres	114				
Cours d'eau	115				
Protection de l'environnement	116		80 438	80 438	74 505
Autres	117				
Santé et bien-être					
Logement social	118				
Sécurité du revenu	119				
Autres	120				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	121		5 000	5 000	
Rénovation urbaine	122				
Promotion et développement économique	123			53 516	310 644
Autres	124				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	125			267 690	68 264
Activités culturelles					
Bibliothèques	126				
Autres	127			361 527	
Réseau d'électricité	128				
	129		85 438	768 171	453 413

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS (suite)	2017	2017	2017	2016
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	130			
Péréquation	131			
Neutralité	132			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	133			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	134			
Fonds de développement des territoires	135			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	1 303 854	1 753 137	2 924 962
				2 687 996

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142		45	46
	143		45	46
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	65 000	278 907	278 907
Sécurité civile	146			204 398
Autres	147			
	148	65 000	278 907	278 907
204 398				
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150		10 560	10 560
Autres	151			10 381
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154		10 560	10 560
10 381				
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	66 000	63 010	63 010
Réseau de distribution de l'eau potable	156			73 491
Traitement des eaux usées	157	5 000	10 320	10 320
Réseaux d'égout	158			8 150
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		2 125	5 270
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			1 129
Tri et conditionnement	161			903
Autres	162			
Autres	163	1 500		
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			13 608
	167	72 500	75 455	93 337
94 111				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			13 200
Autres	174			24 461
	175			13 200
24 461				
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
	180			
Réseau d'électricité				
	181	137 500	364 922	396 049
333 397				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	182			3 270
Évaluation	183			5 000
Autres	184	5 000	5 000	5 000
	185	5 000	5 000	8 270
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			75
Sécurité civile	188			
Autres	189			37 665
	190			37 740
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191			
Enlèvement de la neige	192	1 000	1 015	1 015
Autres	193			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			
Transport scolaire	196			
Autres	197			
Autres	198		1 218	139
	199	1 000	2 233	1 154
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	30 000	44 381	45 430
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203		5 254	8 318
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204		4 991	3 726
Matières recyclables	205			
Autres	206	1 000		
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209		876	794
	210	31 000	54 626	58 268
Santé et bien-être				
Logement social	211			
Sécurité du revenu	212			
Autres	213			
	214			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	215	3 000		4 436
Rénovation urbaine	216			
Promotion et développement économique	217	3 300	61 005	47 342
Autres	218	500		
	219	6 800	61 005	51 778
Loisirs et culture				
Activités récréatives	220	271 474	284 755	551 103
Activités culturelles				
Bibliothèques	221	11 230	12 977	13 926
Autres	222		1 023	97 675
	223	282 704	298 755	662 704
Réseau d'électricité	224			
	225	326 504	421 619	819 914
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	464 004	786 541	1 153 311

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	30 500	41 226	41 226	49 776
Droits de mutation immobilière	228	225 000	411 322	411 322	405 131
Droits sur les carrières et sablières	229				
Autres	230	8 000	17 450	17 450	10 800
	231	263 500	469 998	469 998	465 707
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	85 000	136 615	136 615	106 322
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233		144 643	144 643	153 271
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	160 000	169 421	177 364	402 663
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	235		40 850	40 786	(8 262)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	236				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	237				
Contributions des promoteurs	238				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	239				
Contributions des organismes municipaux	240	64 000	20 831	20 831	57 174
Autres contributions	241	10 560	12 968	12 968	79 727
Autres	242		95 499	172 742	249 191
	243	74 560	170 148	247 327	377 830
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	244				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

Non auditée		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	338 520	357 628		357 628	360 504	341 228
Greffé et application de la loi	2	617 474	610 052		610 052	610 052	580 971
Gestion financière et administrative	3	1 357 679	1 466 794	71 605	1 538 399	1 574 794	1 555 108
Évaluation	4	217 827	217 923		217 923	217 923	249 761
Gestion du personnel	5	131 587	222 129		222 129	222 129	55 871
Autres							
-	6	1 558 550	1 635 425	48 427	1 683 852	1 683 852	1 710 253
-	7						
	8	4 221 637	4 509 951	120 032	4 629 983	4 669 254	4 493 192
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	2 222 502	2 247 830		2 247 830	2 247 830	2 300 326
Sécurité incendie	10	832 032	1 085 445	237 030	1 322 475	1 322 475	1 254 758
Sécurité civile	11	158 865	180 154	10 008	190 162	190 162	656 930
Autres	12	7 750	20 435		20 435	20 435	17 082
	13	3 221 149	3 533 864	247 038	3 780 902	3 780 902	4 229 096
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 351 296	1 108 994	1 637 780	2 746 774	2 746 774	2 667 933
Enlèvement de la neige	15	1 508 869	1 444 942	27 406	1 472 348	1 472 348	1 411 041
Éclairage des rues	16	115 363	107 754	29 614	137 368	137 368	141 456
Circulation et stationnement	17	181 709	169 107		169 107	169 107	188 839
Transport collectif							
Transport en commun	18	107 327	107 327		107 327	107 327	106 908
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	625 845	779 704	182 064	961 768	961 768	821 132
	22	3 890 409	3 717 828	1 876 864	5 594 692	5 594 692	5 337 309

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2017	Réalizations 2017			Réalizations 2017	Réalizations 2016
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	910 180	997 084	220 427	1 217 511	1 217 511	1 144 352
Réseau de distribution de l'eau potable	24	949 045	923 565	780 086	1 703 651	1 703 651	1 656 769
Traitement des eaux usées	25	335 744	363 568	248 478	612 046	612 046	589 622
Réseaux d'égout	26	242 870	224 097	795 504	1 019 601	1 019 601	1 038 274
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	178 483	816 173		816 173	323 898	287 224
Élimination	28	210 071				337 598	294 011
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	286 847				414 413	390 586
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31	49 305				70 579	53 784
Traitement	32					2 455	1 953
Matériaux secs							
Autres	33						
Autres	34					13 802	13 848
Plan de gestion	35	461					
Autres	36	74 938				43 172	9 026
Cours d'eau	37	2 839	2 841	37 322	40 163	40 163	41 538
Protection de l'environnement	38	81 409	69 529	2 701	72 230	72 230	56 931
Autres	39	359 027	394 055	6 426	400 481	455 971	438 532
	40	3 681 219	3 790 912	2 090 944	5 881 856	6 327 090	6 016 450
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	90 000	93 400		93 400	93 400	86 646
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44	90 000	93 400		93 400	93 400	86 646
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	752 070	644 828	2 853	647 681	647 681	650 911
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	305 944	516 032	142	516 174	516 174	166 326
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	436 981	472 963		472 963	423 963	407 823
Tourisme	49	384 540	422 476	19 138	441 614	502 862	333 971
Autres	50		668		668	668	4 256
Autres	51	12 358					
	52	1 891 893	2 056 967	22 133	2 079 100	2 091 348	1 563 287

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite) **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2017	Réalisations 2017			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2017	2016
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	442 407	479 658	113 983	593 641	564 572
Patinoires intérieures et extérieures	54	387 349	467 728	129 585	597 313	561 370
Piscines, plages et ports de plaisance	55	44 162	50 222	27 257	77 479	42 740
Parcs et terrains de jeux	56	774 890	948 195	185 300	1 124 825	1 234 339
Parcs régionaux	57	46 350	256 960		256 960	504 574
Expositions et foires	58	87 222	87 896		87 896	91 149
Autres	59	168 222	100 691	887	101 578	234 511
	60	1 950 602	2 391 350	457 012	2 848 362	3 201 492
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	136 434	131 915	15 211	147 126	132 471
Bibliothèques	62	413 442	412 286	53 093	465 379	464 278
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64	169 403	391 374	35 725	427 099	320 749
Autres	65	143 293	160 237		160 237	366 178
	66	862 572	1 095 812	104 029	1 199 841	1 283 676
	67	2 813 174	3 487 162	561 041	4 048 203	4 516 931
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	1 105 940	1 161 451		1 161 451	1 283 297
Autres frais	70	145 900	145 211		145 211	169 242
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71		9 500		9 500	
Autres	72	38 000	19 454		19 454	63 033
	73	1 289 840	1 335 616		1 335 616	1 515 572
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION						
	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	75	4 550 258	4 918 052	(4 918 052)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	25
Taux global de taxation réel	26
 Autres renseignements financiers non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	28
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	28
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	28
Analyse de la dette à long terme consolidée	29
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	30
Analyse de la rémunération non consolidée	31
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	31
Frais de financement non consolidés par activités	32
Rémunération des élus	33
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	34
Questionnaire	35

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville de Bécancour (ci-après « la Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Deloitte S.E.N.C.R.L. / s.r.l. (1)
Drummondville (Québec)

(1) CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A125474

DATE 2018-07-09

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	25 090 016
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>794 330</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2017 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	145 982

Déduire

Taxes d'affaires	5	3 136 238
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 231 797
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	66 049
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	<u>18 801 914</u>

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	1 682 219 800
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2017 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	<u>1 709 026 500</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	<u>1 695 623 150</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2017
(Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)

14 1 , 1 0 8 8 / 100 \$

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	954 329	954 329	267 341
Usines de traitement de l'eau potable	2	680 762	680 762	1 888
Usines et bassins d'épuration	3	1 638 332	1 638 332	140 479
Conduites d'égout	4	1 862 679	1 862 679	1 059 721
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 107 809	4 107 809	2 591 560
Ponts, tunnels et viaducs	7	13 150	13 150	
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9	13 510	13 510	
Parcs et terrains de jeux	10	202 070	202 070	168 550
Autres infrastructures	11	133 836	916 564	892 986
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			1 508
Édifices communautaires et récréatifs	14	150 415	837 159	122 157
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	286 527	335 457	47 751
Ameublement et équipement de bureau	18	112 669	125 182	116 274
Machinerie, outillage et équipement divers	19	281 447	268 542	101 636
Terrains	20	78 197	210 654	408 888
Autres	21	18 294	18 755	61 554
	22	10 534 026	12 184 954	5 982 293

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	380 155	380 155	40 274
Usines de traitement de l'eau potable	24	680 762	680 762	1 888
Usines et bassins d'épuration	25	1 638 332	1 638 332	140 479
Conduites d'égout	26	331 547	331 547	454 208
Autres infrastructures	27	2 747 852	3 530 580	2 529 244
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	574 174	574 174	227 067
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	1 531 132	1 531 132	605 513
Autres infrastructures	32	1 722 523	1 722 523	1 123 852
Autres immobilisations	33	927 549	1 795 749	859 768
	34	10 534 026	12 184 954	5 982 293

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017***Non audité***

		2017	2016
Rémunération	35	325 006	359 603
Charges sociales	36	69 013	75 523
Biens et services	37	10 042 267	4 724 783
Frais de financement	38	97 740	50 544
Autres	39		
	40	10 534 026	5 210 453

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	153 243		39 266	113 977
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 040 754	1 232 430	687 105	8 586 079
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	35 518 370	852 208	2 532 276	33 838 302
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	43 712 367	2 084 638	3 258 647	42 538 358
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	187 460		39 072	148 388
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	187 460		39 072	148 388
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	187 460		39 072	148 388
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15	5 593 104		992 992	4 600 112
Prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement	16				
Autres	17				
	18	5 780 564		1 032 064	4 748 500
	19	49 492 931	2 084 638	4 290 711	47 286 858
Dettes en cours de refinancement	20 (	)			(
Reclassement / Redressement	21				
Dettes à long terme	22	49 492 931	2 084 638	4 290 711	47 286 858

Note

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2017	Réalisations 2016
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2	215 027	215 028	215 028	215 027
Autres	3	243 184	246 570	246 570	239 611
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5	13 626	13 638	13 638	12 607
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9				
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	745 680	745 799	333	300
Cours d'eau	13	2 839	2 841	2 841	3 979
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	171 539	171 531	171 531	173 157
Rénovation urbaine	19	(6 198)	(6 204)	(6 204)	(9 080)
Promotion et développement économique	20	500 231	287 247	287 247	285 824
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	51 695	51 744	51 744	36 040
Réseau d'électricité					
	24				
	25	1 937 623	1 728 194	982 728	957 465

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,00	32,50	31 650,00	1 788 879	435 186	2 224 065
Professionnels	2						
Cols blancs	3	35,00	32,50	59 334,00	1 655 371	376 770	2 032 141
Cols bleus	4	43,00	40,00	88 590,00	2 698 461	669 100	3 367 561
Policiers	5						
Pompiers	6	9,00	32,50	14 997,00	425 512	53 590	479 102
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	106,00		194 571,00	6 568 223	1 534 646	8 102 869
Élus	9	7,00			213 658	15 681	229 339
	10	113,00			6 781 881	1 550 327	8 332 208

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	45 643				45 643
Réseau de distribution de l'eau potable	13	227 728				227 728
Traitement des eaux usées	14	664 660				664 660
Réseaux d'égout	15	39 623				39 623
Autres	16	687 511	85 438		2 534	775 483
	17	1 665 165	85 438		2 534	1 753 137

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité

		2017	2016
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	9 956	10 189
	4	9 956	10 189
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	98 787	108 204
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9	98 787	108 204
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	273 699	315 514
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	165 126	223 389
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	438 825	538 903
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	40 722	42 457
Réseau de distribution de l'eau potable	17	371 216	349 250
Traitement des eaux usées	18	44 284	69 424
Réseaux d'égout	19	208 321	258 532
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	664 543	719 663
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32	5 462	7 651
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35	5 462	7 651
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	104 010	114 711
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	14 033	16 251
Autres	38		
	39	118 043	130 962
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 335 616	1 515 572

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Croteau Fernand-Ville de Bécancour	15 907	7 954
Croteau Fernand-MRC	2 250	1 125
Dubois Jean-Guy-Ville de Bécancour	55 215	16 476
Dubois Jean-Guy-MRC	3 273	1 504
Gagné Mario-Ville de Bécancour	16 315	8 157
Pratte Carmen-Ville de Bécancour	16 504	8 252
Mercier Alain-Ville de Bécancour	12 187	6 093
Mercier Alain-Régie interm.déchets BNY	333	
Morrisette René-Ville de Bécancour	13 830	6 915
St-Onge Raymond-Ville de Bécancour	18 052	9 026
St-Onge Raymond-MRC	2 300	1 150
Moras Pierre-Ville de Bécancour	3 763	1 882
Voulligny Denis-Ville de Bécancour	2 121	1 060

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

<i>Non audité</i>	2017		2016
	Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 (	) (	) (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 (	) (	) (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 (	) (	) (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ». Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	1 ☒ 3 ☒	2 ☐ 4 ☐	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27, S28, S39 et S41, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?			
	5 ☒	6 ☐	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?			
	7 ☐	8 ☒	
4. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?			
	9 ☒	10 ☐	11 ☐
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?			
	12 ☐	13 ☒	
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?			
	14 ☐	15 ☒	
7. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre			
	16	2 000 000 \$	
8. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?			
	17 ☒	18 ☐	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017			
	19	30 428 \$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité	OUI	NON
9. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	20 ☒	21 ☐
Si oui, indiquer les montants suivants :		
a) le montant total versé en 2017	22	36 000 \$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2017 des engagements en vertu du règlement concerné	23	39 000 \$
10. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu du paragraphe 2 ^o du 1 ^{er} alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	24 ☒	25 ☐
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2017	26	834 555 \$
11. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financières en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	27 ☒	28 ☐
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	29	145 982 \$
b) autres formes d'aide	30	\$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2018		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2017	31	
Facteur comparatif de 2017	32	
Valeur uniformisée	33	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Non audité

13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2017 dans le cadre du *Programme d'aide à l'entretien du réseau routier local* (PAERRL) de la part du MTMDET

34 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au PAERRL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

35 _____ \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

36 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

37 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

38 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 38 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 34, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

39 _____

b) Date d'adoption de la résolution

40 _____

Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section III - Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice 2018	
Revenus de taxes	38
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	39
Calcul de certains revenus de taxes	40
Taux des taxes	42
Taux global de taxation prévisionnel	43
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	44
Questionnaire	46

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales

Taxe foncière générale	1	17 758 164
------------------------	---	------------

Taxes spéciales

Service de la dette	2	
---------------------	---	--

Activités de fonctionnement	3	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	4	
----------------------------	---	--

Taxes de secteur

Taxes spéciales

Service de la dette	5	81 340
---------------------	---	--------

Activités de fonctionnement	6	
-----------------------------	---	--

Activités d'investissement	7	
----------------------------	---	--

Autres

	8	
--	---	--

	9	17 839 504
--	---	------------

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification

Services municipaux

Eau	10	2 018 000
-----	----	-----------

Égout	11	505 500
-------	----	---------

Traitement des eaux usées	12	250 000
---------------------------	----	---------

Matières résiduelles	13	760 000
----------------------	----	---------

Autres	14	
--------	----	--

-	15	
---	----	--

-	16	
---	----	--

-	17	
---	----	--

Centres d'urgence 9-1-1	17	42 500
-------------------------	----	--------

Service de la dette	18	876 332
---------------------	----	---------

Activités de fonctionnement	19	
-----------------------------	----	--

Activités d'investissement	20	
----------------------------	----	--

	21	4 452 332
--	----	-----------

Taxes d'affaires

Sur l'ensemble de la valeur locative	22	3 117 072
--------------------------------------	----	-----------

Autres	23	
--------	----	--

	24	3 117 072
--	----	-----------

	25	7 569 404
--	----	-----------

	26	25 408 908
--	----	------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	6 622
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	11 136
Compensations pour les terres publiques	4	1 006
	5	18 764

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6	9 194
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	65 849
	9	75 043

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	93 807

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	54 085
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	54 085

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	4 690
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	4 690

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	152 582

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2 /100\$	3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 881 334 968	X 5 0,9000 /100\$	6 7 932 015				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 45 079 457	X 8 0,9700 /100\$	9 437 271				
Immeubles non résidentiels	10 200 634 425	X 11 1,2200 /100\$	12 2 447 740				
Immeubles industriels	13 385 651 550	X 14 1,5800 /100\$	15 6 093 294				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17 /100\$	18				
Autres	19 12 841 400	X 20 1,0200 /100\$	21 130 982				
Immeubles agricoles	22 164 174 600	X 23 0,8000 /100\$	24 1 313 397				
Total			25 18 354 699	26 (596 535)	27 ()	28	29 17 758 164
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30	X 31 /100\$	32				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40 /100\$	41				
Immeubles industriels	42	X 43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46 /100\$	47				
Autres	48	X 49 /100\$	50				
Immeubles agricoles	51	X 52 /100\$	53				
Total			54	55 ()	56 ()	57	58

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique) 1	X	2 /100\$	3				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 4	X	5 /100\$	6				
Immeubles de 6 logements ou plus 7	X	8 /100\$	9				
Immeubles non résidentiels 10	X	11 /100\$	12				
Immeubles industriels 13	X	14 /100\$	15				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 16	X	17 /100\$	18				
Autres 19	X	20 /100\$	21				
Immeubles agricoles 22	X	23 /100\$	24				
Total			25	26 (.....	27 (.....	28	29

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique) 30	X	31 /100\$	32				
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres) 33	X	34 /100\$	35				
Immeubles de 6 logements ou plus 36	X	37 /100\$	38				
Immeubles non résidentiels 39	X	40 /100\$	41				
Immeubles industriels 42	X	43 /100\$	44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels 45	X	46 /100\$	47				
Autres 48	X	49 /100\$	50				
Immeubles agricoles 51	X	52 /100\$	53				
Total			54	55 (.....	56 (.....	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59 53 751 200	X	60 6,0000 %	61 3 225 072	62 (108 000)	63 (.....	64
						65 3 117 072	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (montant fixe)	Par unité de logement
Eau	1 1 9 5 , 0 0 \$
Égout	1 0 0 , 0 0 \$
Eau et égout	, \$
Traitement des eaux usées	5 0 , 0 0 \$
Matières résiduelles	1 3 2 , 5 0 \$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxes d'affaires	6,0000	6	
Compteurs d'eau	0,4500	5	
Centre communautaire de Précieux-Sang	0,0114	1	
Chalet de service de Gentilly	0,0100	1	
Patinoire couverte de St-Grégoire	0,0091	1	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	25 408 908
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	<u>581 263</u>

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2018 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	79 065

Déduire

Taxes d'affaires	5	3 117 072
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	2 228
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 181 935
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	42 500
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	<u>19 144 238</u>

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 1 689 716 400

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2018

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 1 , 1 3 3 0 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis Immeubles non résidentiels	Autres	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	2 401 082	5 470 575		134 543	465 892	1 343 531
De secteur	2	13 454	851		776	4 274	13 952
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4	14 834	255		123 418	17 097	1 953
Autres	5	234 243	661 914			367 584	35 716
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6	769 512	2 347 560				
Autres	7						
	8	3 433 125	8 481 155		258 737	854 847	1 395 152

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	7 692 027	250 514		17 758 164
De secteur	10	46 333	1 700		81 340
Autres	11				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	716 804	1 971		876 332
Autres	13	2 148 318	85 725		3 533 500
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				3 117 072
Autres	15				
	16	10 603 482	339 910		25 366 408

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2018**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 ☒	2 ☐	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 ☐	4 ☐	5 ☒
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM.	6 ☐	7 ☐	8 ☒
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM.	9 ☐	10 ☐	11 ☒
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 ☐	13 ☐	14 ☒
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 ☐	16 ☐	17 ☒
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 ☐	19 ☐	20 ☒
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2018, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 ☐	22 ☒	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2018 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 ☒	24 ☐	
Si oui, indiquer le montant.	25	1 041 158 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	27	26 924 417 \$	
6. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	28	3 995 480 \$	
7. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	29	1 301 588 \$	
8. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	30	\$	

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017**ORGANISME MUNICIPAL**

Adresse 1295, avenue Nicolas-Perrot
(no) (rue)
Bécancour G8H 1A1
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 294-6500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 294-6535
(ind. rég.) (numéro)

Courriel becancour@ville.becancour.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom M. Daniel Brunelle

Téléphone (819) 294-6500
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 294-6535
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dbrunelle@ville.becancour.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 212 rue Heriot
(no) (rue)
Drummondville J2B 1J8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 477-6311
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 477-9572
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dlemaire@deloitte.ca

Responsable du dossier Dany Lemaire, CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom

Titre

Adresse
(no) (rue)
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur
(ind. rég.) (numéro)

Courriel

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , M. Daniel Brunelle , atteste que le rapport financier consolidé
de Bécancour pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017, transmis
de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire,
a été déposé à la séance du conseil du 2018-07-09 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont
détenues par Bécancour .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Bécancour consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport
financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée
appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que
Bécancour détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue
selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une
signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S7 ligne 25 est de 2 014 689 \$.

Le taux global de taxation réel de 2017 à la page S33 ligne 14 est de 1,1088 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2018-07-25 14:18:38

Date de transmission au Ministère : 2018/07/25